

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS
Société à Responsabilité Limitée
de Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Douai

DELEGATION CATHOLIQUE POUR LA COOPERATION

106 Rue du Bac
75007 PARIS

SIREN : 775.667.025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
ET
RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024**

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière –PARIS II

Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

**ASSOCIATION
DELEGATION CATHOLIQUE POUR LA COOPERATION
106 Rue du Bac
75 007 PARIS**

SIRET : 775 667 025 00057

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monseigneur,
Monsieur le Président
Pères,
Mesdames et Messieurs les adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Délégation Catholique pour la Coopération relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne: les provisions pour risques et charges, l'évaluation des créances et des produits ainsi que le bénévolat.

Une attention particulière a été portée :

- au bien-fondé des règles comptables appliquées pour la présentation des présents comptes annuels avec une attention particulière sur les règles retenues pour l'établissement du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi des ressources issues de la générosité du public
- ainsi qu'aux procédures mises en œuvre pour identifier les avantages et ressources en provenance de l'étranger.

Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtées dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs et adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Outre la mention portée dans notre paragraphe d'observation, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de financier et dans les autres documents adressés aux administrateurs et adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Arras,

Le 12 mai 2025

L'un des Gérants

François-Xavier PORT 

**Commissaire aux Comptes,
Membre de la Compagnie
Régionale de DOUAI.**

BILAN - Actif

Exercice 2024

ACTIF	Brut	Amort. & prov.	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	210 451 €	175 996 €	34 455 €	36 108 €
Concessions, brevets, licences, logiciels	210 451 €	175 996 €	34 455 €	36 108 €
Acompte sur immob. Incorporelles			- €	- €
Immobilisations corporelles	268 151 €	247 166 €	20 985 €	21 254 €
Installations	159 832 €	151 397 €	8 435 €	9 891 €
Autres immob. Corporelles	108 319 €	95 769 €	12 550 €	11 363 €
Immobilisations en cours			- €	- €
Biens reçus par legs	110 500 €	- €	110 500 €	110 500 €
Biens destinés à être cédés	110 500 €	- €	110 500 €	110 500 €
Immobilisations financières	17 438 €	- €	17 438 €	15 000 €
Autres immob. Financières	17 438 €		17 438 €	15 000 €
TOTAL I	606 540 €	423 162 €	183 378 €	182 862 €
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés	32 288 €	- €	32 288 €	23 257 €
Avances et acomptes versés	32 288 €		32 288 €	23 257 €
Créances d'exploitation	571 747 €	18 339 €	553 408 €	573 867 €
Clients et comptes rattachés	48 236 €	- €	48 236 €	198 320 €
Autres créances	523 511 €	18 339 €	505 172 €	375 547 €
Créances reçues par legs	- €		- €	- €
Valeurs mobilières de placement	1 068 317 €	48 €	1 068 269 €	1 042 856 €
Autres titres	1 068 317 €	48 €	1 068 269 €	1 042 856 €
Instruments de trésorerie	866 099 €	- €	866 099 €	809 529 €
Disponibilités	866 099 €		866 099 €	809 529 €
Charges constatées d'avance	19 085 €	- €	19 085 €	22 635 €
Charges constatées d'avance	19 085 €		19 085 €	22 635 €
TOTAL II	2 557 536 €	18 387 €	2 539 149 €	2 472 144 €
Charges à répartir / plus. Exercices (III)				
Primes rembours. d'obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 164 076 €	441 549 €	2 722 527 €	2 655 006 €

BILAN – PASSIF

Exercice 2024

PASSIF	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>	700 000 €	700 000 €
Fonds associatifs	700 000 €	700 000 €
Réserves	510 430 €	615 515 €
Réserves - Projet associatif	251 780 €	251 780 €
Réserves - Appui aux partenaires	214 046 €	303 682 €
Réserves - Rapat. Sécuritaire	44 604 €	60 053 €
Autres réserves		
Report à nouveau	560 424 €	521 584 €
Report à nouveau	560 424 €	521 584 €
Résultat de l'exercice	- 182 432 €	- 66 245 €
Résultat de l'exercice	- 182 432 €	- 66 245 €
TOTAL I	1 588 422 €	1 770 854 €
FONDS REPORTES ET DEDIES	229 439 €	110 500 €
Fonds reportés sur legs ou donations	110 500 €	110 500 €
Fonds dédiés	118 939 €	- €
TOTAL II	229 439 €	110 500 €
PROVISIONS	149 940 €	175 601 €
Provisions pour risques	149 940 €	175 601 €
Provisions pour charges	- €	- €
TOTAL III	149 940 €	175 601 €
DETTES		
<i>Dettes financières</i>	- €	- €
Emprunts & dettes à moins d'un an	- €	- €
<i>Avances et acomptes reçus</i>	- €	- €
<i>Dettes d'exploitation</i>		
<i>Dettes fournisseurs & comptes rattachés</i>	134 342 €	86 924 €
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	134 342 €	86 924 €
<i>Dettes des legs ou donations</i>	- €	- €
Dettes des legs ou donations	- €	- €
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	217 437 €	189 405 €
Dettes fiscales et sociales	217 437 €	189 405 €
<i>Dettes sur immobilisation et comptes rattachés</i>	- €	- €
Dettes fournisseurs immobilisations		
Autres dettes	26 701 €	6 949 €
Autres dettes	26 701 €	6 949 €
Produits constatés d'avance	376 246 €	314 773 €
Produits constatés d'avance	376 246 €	314 773 €
TOTAL IV	754 726 €	598 051 €
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 722 527 €	2 655 006 €

COMPTE DE RESULTAT- EXERCICE 2024

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
	Cotisations	6 220,00 €	4 341,00 €
	Ventes et prestations de services		
	- Prestations de services	4 051,60 €	2 300,00 €
	- Participations aux coûts du volontariat	219 767,16 €	267 298,05 €
	Produits de tiers financeurs		
	- Concours publics et subventions d'exploitation	1 751 475,49 €	1 119 792,73 €
	- Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	654 233,42 €	641 603,15 €
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	- €	- €
	- Contributions financières privées	609 768,00 €	592 009,77 €
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	93 656,00 €	70 465,84 €
	Utilisation des fonds dédiés	- €	1 350,00 €
	Autres produits	8 791,63 €	8 857,40 €
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 347 963,30 €	2 708 017,94 €
CHARGES D'EXPLOITATION			
	Achats de prestations et de fournitures	1 146 316,10 €	679 075,73 €
	Services extérieurs	549 012,26 €	481 385,73 €
	Autres services extérieurs	325 971,14 €	302 954,09 €
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	74 943,51 €	65 881,14 €
	Salaires et traitements	784 963,94 €	740 808,73 €
	Charges sociales	363 299,26 €	342 289,22 €
	Autres charges de personnel	42 412,36 €	44 742,23 €
	Dotations aux amortissements sur immobilisations	27 644,55 €	20 737,76 €
	Dotations aux provisions sur actif circulant	- €	2 099,05 €
	Dotations aux provisions pour risques et charges	67 994,73 €	96 048,00 €
	Report en fonds dédiés	118 939,00 €	- €
	Autres charges	4 432,08 €	12 259,34 €
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 505 928,93 €	2 788 281,02 €
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		- 157 965,63 €	- 80 263,08 €
PRODUITS FINANCIERS			
	Autres intérêts et produits assimilés	40 634,60 €	32 969,04 €
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	40 634,60 €	32 969,04 €
CHARGES FINANCIERES			
	Dotations aux amortissements et aux provisions	- €	48,20 €
	Intérêts et charges assimilées	1 090,07 €	1 075,90 €
	Différences négatives de change	- €	- €
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	- €	- €
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	1 090,07 €	1 124,10 €
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		39 544,53 €	31 844,94 €
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)		- 118 421,10 €	- 48 418,14 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
	Sur opérations de gestion	10 315,13 €	12 438,97 €
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	- €	- €
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	10 315,13 €	12 438,97 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
	Sur opérations de gestion	68 718,07 €	26 726,10 €
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux provisions exceptionnelles		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	68 718,07 €	26 726,10 €
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		- 58 402,94 €	- 14 287,13 €
Impôts sur les bénéfices (VII)		5 608,00 €	3 540,00 €
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		3 398 913,03 €	2 753 425,95 €
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)		3 581 345,07 €	2 819 671,22 €
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		- 182 432,04 €	- 66 245,27 €
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		- 182 432,04 €	- 66 245,27 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat	594 263,00 €	689 283,64 €
	TOTAL	594 263,00 €	689 283,64 €
Charges			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	594 263,00 €	689 283,64 €
	TOTAL	594 263,00 €	689 283,64 €

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET PAR DESTINATION		EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
		TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE					
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		660 453 €	660 453 €	646 364 €	646 364 €
1.1 Cotisations sans contrepartie		6 220 €	6 220 €	4 341 €	4 341 €
1.2 Dons, legs et mécénat		- €	- €	- €	- €
- dons manuels		654 233 €	654 233 €	642 023 €	642 023 €
- legs, donations et assurances-vie		- €	- €	- €	- €
- mécénat		- €	- €	- €	- €
1.3 Autres produits liés à la générosité du public		- €	- €	- €	- €
2- PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		886 010 €	- €	914 859 €	- €
2.1 Cotisations avec contrepartie		- €	- €	- €	- €
2.2 Parrainages des entreprises		- €	- €	- €	- €
2.3 Contributions financières sans contrepartie		380 945 €	- €	312 910 €	- €
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public		505 065 €	- €	601 949 €	- €
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		1 695 442 €	- €	1 120 161 €	- €
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		93 656 €	- €	70 703 €	- €
5- UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		- €	- €	1 350 €	1 350 €
TOTAL		3 335 562 €	660 454 €	2 753 426 €	647 714 €
CHARGES PAR DESTINATION					
1- MISSIONS SOCIALES					
1.1 Réalisées en France		1 336 449 €	492 488 €	1 042 687 €	421 247 €
- Actions réalisées par la DCC		1 336 449 €	492 488 €	1 042 687 €	421 247 €
- Versement à un organisme agissant en France		- €	- €	- €	- €
1.2 Réalisées à l'étranger		1 185 931 €	114 977 €	996 616 €	225 327 €
- Actions réalisées par la DCC		1 185 931 €	62 711 €	996 616 €	225 327 €
- Versement à un organisme agissant à l'étranger		- €	- €	- €	- €
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		298 293 €	27 328 €	251 114 €	40 146 €
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		209 998 €	27 328 €	167 279 €	40 146 €
2.2 Frais de recherche d'autres sources		88 295 €	- €	83 835 €	- €
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT		476 546 €	89 153 €	406 829 €	27 240 €
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		96 228 €	- €	118 885 €	- €
5- IMPOT SUR LES BENEFICES		5 608 €	- €	3 540 €	- €
6- REPORT EN FONDS REPORTEES ET FONDS DEDIES DE L'EXERCICE		118 939 €	- €	- €	- €
TOTAL		3 517 994 €	723 946 €	2 819 671 €	713 959 €
EXCEDENT OU DEFICIT		-	63 492 €	-	66 245 €
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS PAR ORIGINE					
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		582 433 €	582 433 €	614 496 €	614 496 €
Bénévolet		11 830 €	11 830 €	74 788 €	74 788 €
Dons en nature		- €	- €	- €	- €
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		- €	- €	- €	- €
3- CONCOURS PUBLICS EN NATURE		- €	- €	- €	- €
Prestations en nature		- €	- €	- €	- €
Dons en nature		- €	- €	- €	- €
TOTAL		582 433 €	582 433 €	614 496 €	614 496 €
CHARGES PAR DESTINATION					
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		562 162 €	562 162 €	569 164 €	562 162 €
1.1 Réalisées en France		300 982 €	300 982 €	341 329 €	300 187 €
1.2 Réalisées à l'étranger		261 180 €	261 180 €	227 835 €	261 975 €
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		5 714 €	5 714 €	36 222 €	36 222 €
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		5 714 €	5 714 €	36 222 €	36 222 €
2.2 Frais de recherche d'autres sources		- €	- €	- €	- €
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT		26 387 €	26 387 €	83 898 €	83 898 €
TOTAL		594 263 €	594 263 €	689 284 €	682 282 €
EXCEDENT OU DEFICIT		-	- €	-	- €

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	RESSOURCES PAR ORIGINE		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE					RESSOURCES DE L'EXERCICE				
1 - MISSIONS SOCIALES		607 465 €	646 573 €	883 357 €	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		660 453 €	646 364 €	851 573 €
1.1 Actions réalisées en France		492 488 €	421 247 €	476 564 €	1.1 Cotisations sans contrepartie		6 220 €	4 341 €	8 630 €
- Actions réalisées par la DCC		492 488 €	421 247 €	476 564 €	1.2 Dons, legs et mécénats		654 233 €	642 023 €	844 943 €
- Versement à un organisme		- €	- €	- €	- dons manuels		654 233 €	642 023 €	719 444 €
1.2 Actions réalisées à l'étranger		114 977 €	225 327 €	406 793 €	- legs, donations et assurances-vie		- €	- €	125 500 €
- Actions réalisées par la DCC		114 977 €	225 327 €	406 793 €	- mécénats		- €	- €	- €
- Versement à un organisme		- €	- €	1 350 €	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		- €	- €	- €
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		27 328 €	58 376 €	13 640 €					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		27 328 €	58 376 €	13 640 €					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources		- €	- €	- €					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT		89 153 €	27 240 €	13 640 €					
TOTAL DES EMPLOIS		723 946 €	732 190 €	910 636 €	TOTAL DES RESSOURCES		660 453 €	646 364 €	851 573 €
4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		- €	- €	- €	2 - REPRISE SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		- €	- €	- €
5- REPORT EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE		- €	- €	- €	3 -UTILISATION DES FONDS DEBIES ANTERIEURS		- €	1 350 €	1 395 €
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		- €	- €	- €	INSUFFISANCE DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		63 493 €	66 245 €	57 668 €
TOTAL		723 946 €	732 190 €	910 636 €	TOTAL		723 946 €	713 959 €	910 636 €
					Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)		236 566 €	302 811 €	360 479 €
					Excédent ou insuffisance de la générosité du public		63 493 €	66 245 €	57 668 €
					Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)		173 073 €	236 566 €	302 811 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE					RESSOURCES DE L'EXERCICE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		313 513 €	569 164 €	443 243 €	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PU		357 776 €	689 284 €	541 064 €
1.1 Actions réalisées en France		167 412 €	341 329 €	181 327 €	Bénévolat		357 776 €	889 284 €	541 064 €
1.2 Actions réalisées à l'étranger		146 101 €	227 835 €	261 916 €	Prestations en nature				
					Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		19 070 €	36 222 €	15 111 €					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		19 070 €	36 222 €	15 111 €					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources		- €	- €	- €					
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT		25 193 €	83 898 €	82 711 €					
TOTAL		357 776 €	689 284 €	541 064 €	TOTAL		357 776 €	689 284 €	541 064 €

ANNEXE DES COMPTES

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

L'exercice comptable couvre une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2024. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes, le cabinet SCP Fort et Associés (Arras), ont été provisionnés à hauteur de 11 664 € TTC au titre de l'exercice 2024. Pour mémoire, un montant de 11 436 € TTC avait été réglé au titre de l'exercice 2023.

Le total du bilan, avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élève à **2 722 527 €** (deux millions sept cent vingt-deux mille cinq cent vingt-sept euros).

Le résultat de l'exercice présente un déficit de **182 432,04 €** (cent quatre-vingt-deux mille quatre cent trente-deux euros et quatre centimes).

Informations générales

Description du modèle économique

1. Activité de volontariat

Volontariat de solidarité internationale (VSI)

Comme anticipé, l'année 2024 a été marquée par un léger ralentissement de l'activité VSI, après la reprise dynamique de 2023. Le nombre de volontaires formés et envoyés s'élève à 132 volontaires en VSI, contre 136 en 2023.

Le nombre de mois-volontaires (MV) réalisés est en légère baisse : 1 856 MV en 2024, contre 1 957 MV en 2023, soit une diminution de 5,2 %. Cette évolution s'explique notamment par l'impact différé de la fermeture de la zone Liban–Israël–Palestine, intervenue en fin d'année 2023, qui a pesé sur les départs effectifs début 2024.

L'activité reste toutefois soutenue, avec des niveaux proches du budget prévisionnel 2024 (1 900 MV) et un redressement attendu en 2025 selon les projections. La DCC poursuit donc la consolidation de ses missions sur les zones accessibles, tout en veillant à la sécurité des volontaires.

Volontariat missions courtes (VMS et VEC)

L'année 2024 confirme la dynamique de stabilisation et de développement du volontariat en mission solidaire (VMS) et du volontariat d'échanges et de compétences (VEC).

On dénombre 39 volontaires partis en mission courte (essentiellement en VEC), soit une hausse par rapport à 2023 (27 départs) et une consolidation des efforts engagés.

Les mois-volontaires associés ressortent à 155 MV, en cohérence avec les effectifs. (Pour mémoire, 145 MV avaient été réalisés en 2023.)

Depuis 2021, un appel à projet annuel du FONJEP apporte un appui financier précieux, permettant à la DCC de développer ces formats courts tout en assurant un accompagnement qualitatif.

Le volontariat d'échanges et de compétences s'inscrit comme une modalité de mission ouverte à des profils experts, disponibles sur des durées limitées, avec pour objectif le transfert de compétences et l'échange interculturel. Il constitue aujourd'hui une offre complémentaire au VSI, capable de toucher de nouveaux publics, notamment en milieu professionnel ou académique.

Volontariat de réciprocité

L'année 2024 a marqué une nouvelle étape de consolidation pour le volontariat de réciprocité, dans la continuité du tournant amorcé en 2023 avec la possibilité d'accueillir des volontaires sous statut VSI, et non plus uniquement en service civique (VSC-Service Civique).

Ce changement de statut permet à la DCC de recevoir les mêmes types de subventions que pour les volontaires envoyés à l'international, ce qui allège significativement le coût net pour l'association et rend le modèle économique plus équilibré.

En 2024, 590 mois-volontaires ont été réalisés sous statut VSI dans le cadre du volontariat de réciprocité, contre 137 en 2023. Parmi eux, 34 volontaires ont été formés au départ et 16 ont bénéficié d'un accompagnement au retour, ce qui reflète un renforcement de la structuration de ce volontariat.

Parallèlement, la DCC a poursuivi l'accueil de volontaires de réciprocité sous statut VSC, en particulier dans le cadre de programmes soutenus par France Volontaires. Ces volontaires ont représenté 214 mois-volontaires en 2024, contre 256 en 2023, traduisant une légère baisse mais témoignant d'un engagement toujours fort sur ce format complémentaire.

Ce double dispositif (VSI et VSC) permet à la DCC de diversifier les profils accueillis et de renforcer ses partenariats avec les pays d'envoi, en favorisant une coopération équilibrée, mutuelle et enrichissante.

Formation au départ

Les dépenses liées à la formation (hébergement et transport) ont de nouveau augmenté en 2024, poursuivant la tendance déjà marquée en 2023.

Les dépenses sont passées de 235 787 € en 2023 à 255 924 € en 2024, soit une hausse de 8,5 %.

Cette augmentation s'explique principalement par l'inflation persistante sur les coûts d'hébergement, qui continue d'impacter significativement le budget formation.

Une réflexion est en cours pour identifier des lieux alternatifs, plus économes, afin de maîtriser cette dépense sans compromettre la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des volontaires.

En parallèle, la DCC a formé en 2024 :

- 317 candidats volontaires lors des sessions "Choisir" (VSI, VMS, VEC), contre 286 en 2023, soit une hausse de 11 % ;
- 172 volontaires lors des stages "Partir", contre 176 en 2023, soit un niveau stable ;
- Session Revenir : 78 volontaires de retours (en VSI) contre 63, en 2023.

2. Ressources financières

Le modèle économique de la DCC repose historiquement sur trois piliers complémentaires :

- les subventions publiques, notamment celles de l'État et du FONJEP ;
- la collecte de fonds auprès du grand public, principalement par le biais des dons ;
- le soutien des partenaires d'Eglise, à travers les contributions des diocèses, congrégations et organismes d'Eglise.

En 2024, cet équilibre continue d'évoluer, prolongeant la dynamique déjà amorcée en 2023. L'année a été marquée par une croissance significative du financement public, conséquence directe d'une stratégie volontariste de réponse aux Appels à Manifestations d'Intérêt (AMI) lancés par France Volontaires et le MEAE, mais aussi de l'extension du volontariat de réciprocité en statut VSI, désormais éligible aux mêmes subventions que les volontaires envoyés à l'international.

➡ Subventions publiques : un pilier renforcé

Les produits issus de subventions publiques atteignent un niveau historique, représentant une part croissante du total des produits de l'association. Cette progression est portée à la fois par des dispositifs existants renforcés, et par la montée en charge du VSI-R.

Parmi les principales lignes budgétaires figurent :

- FONJEP – Volontariat de réciprocité : 567 219,01€ vs 214 750€ en 2023 ;
- FONJEP – Volontariat VSI : 482 469,37€ en 2024 vs 502 284,77€ en 2023 ;
- Autres subventions publiques :
 - Subventions projets : 601 560,44€ € (vs 244 988,82 € en 2023, soit +146 %)
 - Service Civique : 14 726 € en 2024 vs 25417,91€ en 2023
 - FONJEP VEC : 77 500 € (vs 69 000 €)

Cette évolution illustre l'orientation progressive de la DCC vers une part accrue de financements publics, qui constituent aujourd'hui un levier important de développement, tout en nécessitant une attention particulière quant à leur pérennité à moyen terme.

➡ Collecte auprès du grand public : un recul à surveiller

Les ressources issues de la générosité du public restent significatives mais poursuivent leur érosion :

- Dons de fidélisation : 471 124 € (vs 487 099 €)
- Dons de parrainage : 131 087 € (légère hausse)
- Dons issus de la prospection ou de la réactivation : en progression, mais en volume encore modeste

Cette baisse peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- L'impact de la fermeture de la zone Liban–Israël–Palestine,
- Une diminution progressive de la base de donateurs, phénomène bien connu sous le terme d'attrition : chaque année, une partie des donateurs se désengage (décès, évolution de situation personnelle, perte d'intérêt), ce qui impose un effort constant de renouvellement.

Or, si la DCC a bien engagé une politique de prospection et de réactivation, notamment via des campagnes ciblées, celle-ci n'a pas encore permis d'inverser la tendance : la base reste globalement en recul, faute de recrutement massif ou d'animation suffisante dans la durée.

Ce constat s'explique aussi par les vacances de poste au sein de l'équipe collecte durant une grande partie de l'année 2023.

➡ Soutien des partenaires d'Église : une stabilité contrastée

Le soutien des acteurs ecclésiaux reste un pilier fondamental pour notre association, même si les montants globaux sont en léger recul :

- Soutien des organismes d'Église : 228 823 € (vs 279 140 € en 2023, soit –18 %), une baisse notamment liée à la perte du soutien de certains partenaires engagés sur la zone Liban–Israël–Palestine, dont la DCC a dû se retirer temporairement.
- Diocèses : 181 215 € (+4 %)
- Abbayes / congrégations : 49 730 € (+3%)

Derrière une relative stabilité, la situation demeure fragile : certains contributeurs font face à des restrictions budgétaires croissantes, en particulier les diocèses.

➡ Autres produits : baisse liée à une moindre contribution des partenaires

Les autres produits d'exploitation sont en retrait par rapport à l'an dernier, notamment :

- Participation des partenaires aux frais de mission : 75 784 € (vs 132 773 € en 2023, soit -43 %)
- Refacturation des billets d'avion : 31 056 € vs 30 077€ en 2023.

L'année 2024 confirme l'évolution progressive du modèle économique de la DCC vers un financement davantage institutionnel, porté notamment par les subventions publiques. Cette dynamique permet de soutenir le développement de nouveaux formats, tels que le volontariat de réciprocité, et d'accompagner la croissance de l'activité dans un cadre structuré.

Dans le même temps, les ressources issues de la collecte auprès du public et du soutien des partenaires d'Église connaissent des ajustements qui appellent à une attention renouvelée. Il s'agit, non pas d'un signe d'inquiétude, mais d'une invitation à consolider les liens avec les donateurs, à renforcer la fidélisation et à explorer de nouveaux partenariats.

Un rééquilibrage progressif entre ces trois piliers – financement public, générosité du public, soutien ecclésial – permettrait de conforter le modèle économique de la DCC, en lui assurant une plus grande stabilité et une capacité d'adaptation renforcée face aux évolutions de son environnement.

3. Couverture sociale

Ce poste de dépenses reste particulièrement suivi, car il représente un poids financier important dans le budget global de la DCC. En 2024, la hausse de la couverture sociale se poursuit, sous l'effet de plusieurs facteurs conjoints :

- La CFE (Caisse des Français de l'Étranger) a de nouveau connu une augmentation, entraînant un reste à charge plus élevé pour l'association : le coût unitaire par mois volontaire est passé de 72,41 € à 104,14 €, soit une augmentation de 37 % ;
- Le nombre de volontaires de réciprocité (VIR) a continué d'augmenter en 2024, entraînant une hausse de 6 K€ sur ce poste ;

À noter que, comme les années précédentes, le fait d'être membre de Previes (Association Prévoyance des Volontaires Internationaux d'Échanges et de Solidarité) permet de contenir partiellement cette hausse, grâce à une mutualisation des cotisations.

4. Ressources humaines

L'équipe salariée a, comme les années précédentes, connu quelques mouvements.

Quatre départs en CDI ont été enregistrés, dont trois sur un même poste, et six personnes ont été recrutées en CDI. Nous avons rencontré des difficultés à fidéliser des candidats sur un poste au sein du service Recrutement et Formation. Cette instabilité a entraîné des vacances de poste temporaires et une forte sollicitation des autres membres du service. En fin d'année, la situation s'est stabilisée.

Concernant les missions assurées par les bénévoles, leur nombre a diminué par rapport à 2023.

Cette baisse ne reflète pas un désengagement des bénévoles, mais plutôt les limites de notre processus actuel de remontée d'informations depuis le terrain. Nous envisageons de l'améliorer dans les années à venir, afin de disposer d'une valorisation plus juste et fidèle de l'engagement bénévole.

Événements postérieurs à la clôture

L'année 2025 débute dans un contexte mondial incertain. Pour autant et à ce jour, la courbe des mois-volontaires suit celle prévue au budget, lequel reste prudent et n'anticipe pas de hausse significative du nombre de mois-volontaires en Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) à l'envoi. Le budget 2025 intègre ainsi une prévision de 1 915 mois-volontaires.

En revanche, l'année 2025 devrait marquer une montée en charge notable du VSI de réciprocité, sauf si les contraintes budgétaires du ministère viennent freiner cette dynamique.

Malgré plusieurs exercices déficitaires, l'association ne rencontre pas de difficulté financière à ce jour et dispose encore des moyens nécessaires pour soutenir ses partenaires les plus fragiles. Nous poursuivons notre participation aux appels à manifestation d'intérêt, chaque fois qu'ils correspondent à nos priorités de terrain. Cette stratégie vise à diversifier nos sources de financement et à soutenir notre activité. Néanmoins, les restrictions budgétaires actuelles laissent présager une diminution du nombre de ces AMI.

La recherche de nouveaux candidats au volontariat reste une priorité. Le projet Gé'ODD, lancé en juillet 2024, avec la mise en place d'ateliers et d'événements autour de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), devrait renforcer notre visibilité et attirer de nouveaux profils. Nous espérons que cette présence accrue de la DCC sur le terrain portera ses fruits en matière de candidatures. Il est essentiel de suivre attentivement cet indicateur (nombre de dossiers reçus et de candidats envoyés), car notre modèle reste relativement inertiel : toute baisse des mois-volontaires liée à la fermeture de certaines zones géographiques met du temps à être compensée.

Au vu des éléments en sa possession, la gouvernance de l'association n'a pas identifié d'incertitudes significatives remettant en cause la poursuite de son activité. Les états financiers 2024 ont donc été arrêtés sur la base de la continuité d'exploitation.

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments comptables est celle des coûts historiques.

Les comptes ont été établis conformément au règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, applicable depuis le 1er janvier 2020.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Dans le cadre du Volontariat de Solidarité Internationale (VSI), l'État octroie une indemnité de réinstallation aux volontaires ayant effectué un an de mission, conformément à l'arrêté de décembre 2022 pris en application de la loi du 4 août 2021 relative à la programmation du développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales. Cette indemnité est versée par les associations pour le compte de l'État.

Depuis l'exercice 2019, les indemnités de réinstallation versées par la DCC sont enregistrées en comptes de tiers uniquement.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, incluant le prix d'achat et les frais accessoires. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire, en fonction de la durée de vie estimée des biens, comme suit :

- Logiciels : 3 ans (5 ans pour le logiciel d'intranet)
- Agencements et aménagements de constructions : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 5 ans

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des titres est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Les titres sont valorisés selon la méthode « FIFO » (premier entré – premier sorti).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Les intérêts courus sur les produits de capitalisation sont provisionnés sur la base des montants communiqués par les fonds concernés.

Stocks

Néant.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements hors bilan

Néant.

Donations, legs et assurances-vie

Legs reçus et acceptés

Pour l'exercice 2024, aucun nouveau legs n'a été reçu.

Un montant de 110 500 € a été inscrit à l'actif au titre de biens destinés à être cédés, en créances reçues par legs. Au passif du bilan, ce même montant figure en fonds reportés sur legs ou donations.

Les biens et créances reçus par legs, assurances-vie ou donations sont enregistrés en produits d'exploitation :

- Donations : à la date de signature de l'acte de donation,
- Legs : à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration ou à l'entrée en jouissance si elle est postérieure,
- Assurances-vie : à la date de réception des fonds.

À la clôture de l'exercice, les montants non encore encaissés sont enregistrés en fonds reportés sur legs ou donations.

Un tableau annexe détaille les legs en cours.

Pour rappel :

➤ Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés au niveau de l'exploitation.

➤ Abandons de frais

Les abandons de frais sont comptabilisés selon la nature de la dépense, comme pour les notes de frais.

Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

a. Immobilisations et amortissements

L'association a investi à hauteur de 26 312,25 € : 15 686,25 € pour le développement de l'intranet, 1 384,80 € en matériel informatique et 9 241,20 € en matériel de bureau (les imprimantes étaient à renouveler).

b. Placement à court terme

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de la DCC se compose d'un contrat de capitalisation, d'un livret A et d'un compte sur livret. Nous avons constaté une plus-value latente au titre du contrat de capitalisation pour un montant de 25 412,43 €.

c. Autres créances - Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir au 31 décembre 2024 se décomposent comme suit :

- FONJEP 2024 Formation : 24 414€
- FONJEP 2024 Aide aux retours : 3 472,60€
- FONJEP 2024 Gestion : 96 150 €
- FONJEP 2024 Assurance RC et Rapt : 21 364,53€
- FONJEP VEC 2024 : 7 500€
- FONJEP 2024 Formation VSI-R : 4 836€
- FONJEP 2024 IDS VSI-R : 126 120€
- FONJEP 2024 Gestion VSI-R : 31 330€
- FONJEP 2024 Aide aux retours VSI-R : - 895€

En ce qui concerne les produits à recevoir, ils sont en baisse par rapport à l'année dernière. Ils ont été reçus sur les mois de janvier et février 2025.

- Œuvre Pontificale Missionnaire : 20 000€
- AFD – 2nd tranche Gé'ODD : 100 000€
- Fondation Saint Irénée : 15 000€
- Association diocésaine Toulouse : 3 000€
- Autres produits : 2 007,42€

d. Autres dettes – Charges à payer

Comme chaque année, les principales dettes fournisseurs concernent la couverture sociale des volontaires pour le 4^e trimestre ainsi que les dettes sociales. Elles sont en hausse cette année en raison du développement des VSI de réciprocité et de l'augmentation de la masse salariale.

e. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour charges au 31 décembre 2024 s'élèvent à 149 490€ et se décomposent de la façon suivante :

- Couverture sociale des volontaires VSI DCC sur le terrain au 31/12/2024 : 56 676€
- Billets d'avion retour des volontaires VSI DCC sur le terrain au 31/12/2024 : 14 100€
- La provision pour indemnité de fin de carrière prend en compte l'âge estimé de départ volontaire à la retraite à 65 ans et un coefficient d'actualisation de 4%.
- La provision totale au 31 décembre 2024 s'élève à 79 164€.

NB : Provision couverture sociale et billet d'avion

La DCC s'engage à garantir la pérennité de projets locaux jusqu'à la fin des contrats des volontaires. À ce titre, il a constitué une provision pour risques et charges pour le complément de couverture sociale à la charge de la DCC jusqu'à la fin de la mission pour tous les volontaires sur le terrain à la clôture de l'exercice et pour le montant du billet d'avion retour que la DCC s'est engagée à prendre en charge.

Le calcul de la provision est basé uniquement sur le nombre de volontaires ayant signé un contrat avec la DCC au 31 décembre. Sur décision du CA, en date du 14 mars 2013, un calcul reprenant la moyenne du nombre de retours anticipés intervenus les cinq dernières années pondère ce calcul.

f. Fonds dédiés

Nous avons constaté des fonds dédiés cette année pour un montant de 118 939€.

- 113 829€ pour le projet Gé'ODD
- 567€ pour le programme V Francophonie

- 4 543€ pour le programme V Forêts

g. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2024 s'élèvent à 376 245,90€ et se décomposent comme suit :

- Sénat / Projet Syrie : 5.637,18€
- Œuvres apprenti/Subv Philippines : 9 659,25 €
- Secours catholique projet 2021 : 12 000€
- Subventions programmes : 97 566,47€
- Subventions AFD programme Gé'ODD : 233 333€
- Diocèses d'Annecy aide pluriannuelle : 12 000€
- Inscriptions aux stages 2025 : 6 050€

h. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges comptabilisés en produits exceptionnels correspondent à des éléments relatifs à des exercices antérieurs, dont la DCC n'avait pas connaissance à la clôture des comptes. En 2024, il s'agit essentiellement de régularisations liées aux subventions du FONJEP, notamment en ce qui concerne la subvention relative à la prévoyance et à la responsabilité civile. Le mode de calcul de cette subvention n'ayant pas été clairement défini en 2023, cela a entraîné une charge supplémentaire significative.

i. Impôts sur les sociétés

L'impôt versé porte essentiellement sur les revenus de capitaux mobiliers. Compte tenu des placements mentionnés au point b., les principaux revenus sont ceux du contrat de capitalisation. Le compte d'IS s'élève à 5 608€.

Contributions volontaires en nature (bénévolat)

Le bénévolat est essentiel pour mener à bien les activités de la DCC. L'association confie en effet quatre missions principales à des équipes bénévoles : la formation au départ, l'accompagnement des volontaires sur le terrain, le suivi des volontaires de réciprocité, ainsi que la promotion du volontariat dans les diocèses. À cela s'ajoute l'appui de bénévoles pour la collecte de fonds, la gestion administrative et les relations avec les partenaires.

Les données sont collectées via un fichier Excel accessible à chaque bénévole dans un dossier partagé. Ce fichier est vérifié par les chefs de service ainsi que par la secrétaire de direction du siège.

Au moment de la clôture des comptes, les données sont compilées afin de recenser le temps passé et de le valoriser. Le mode de valorisation reste inchangé : 1,5 SMIC pour les tâches administratives et 2 SMIC pour les missions à caractère social.

En 2024, 202 bénévoles ont consacré 1 969 jours de travail, ce qui représente 66 mois travaillés, soit 9,08 équivalents temps plein (ETP). Ce chiffre est en baisse par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la difficulté, pour certains bénévoles, à penser à déclarer leurs heures. Ce point devra être retravaillé afin d'améliorer le processus.

Au total, le bénévolat a représenté une économie de 358 K€ pour l'association.

Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice fait apparaître un déficit de 182 432,04€ que nous proposons d'affecter en report à nouveau. Cependant, une résolution sera présentée en AG pour la reprise sur nos réserves des dépenses liées à l'aide aux partenaires.

L'Assemblée générale devra se prononcer par un vote sur cette proposition de résolution.

4

W

Cadre réglementaire

La loi n° 91-772 du 7 août 1991 a institué l'obligation, pour les organismes faisant appel à la générosité du public, d'établir un Compte d'Emploi des Ressources (CER) retraçant l'utilisation des fonds collectés auprès du public. En tant qu'association reconnue d'utilité publique (RUP) ayant recours à la générosité du public, la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC) est tenue de produire ce document, qui constitue une annexe obligatoire des comptes annuels et fait l'objet d'une certification par le Commissaire aux comptes.

Le contenu du CER a été profondément révisé par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2018-06 du 5 décembre 2018, applicable depuis le 1er janvier 2020. Ce règlement a introduit notamment :

- Le Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD), qui reprend l'ensemble des produits et charges de l'exercice en les ventilant selon leur origine (nature des ressources) et leur destination (emplois : missions sociales, collecte de fonds, fonctionnement) ;
- Le Compte d'Emploi des Ressources (CER), issu du CROD, qui présente l'utilisation des ressources issues de la générosité du public selon les trois grandes catégories d'emplois : missions sociales, frais de recherche de fonds, et frais de fonctionnement ;
- Une présentation modifiée du tableau de variation des fonds propres, afin d'identifier les fonds issus de la générosité du public et leur évolution.

La présente annexe précise les règles comptables appliquées par la DCC de manière constante d'un exercice à l'autre, notamment :

- la définition des missions sociales ;
- les modalités de répartition des frais de fonctionnement ;
- la méthodologie d'affectation des ressources aux emplois ;
- la politique de constitution et de gestion des réserves.

Par ailleurs, la DCC est adhérente au Don en confiance, organisme de labellisation et de contrôle des associations faisant appel à la générosité publique. À ce titre, elle s'engage à respecter les règles de transparence, de rigueur de gestion et de bonne gouvernance édictées par cette instance.

Définition des missions sociales de la DCC

Conformément à son objet statutaire, la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC) a pour vocation d'exprimer, notamment par l'envoi de volontaires, la communion de l'Église de France avec les Églises catholiques d'autres pays, dans leur engagement au service des populations les plus démunies.

Les missions sociales de la DCC, définies à l'article 2 des statuts et validées par le Conseil d'administration en date du 19 janvier 2010, se déclinent selon deux axes principaux :

1. Missions réalisées en France

- Recrutement et formation des volontaires appelés à intervenir auprès des partenaires de la DCC à l'étranger ;
- Représentation institutionnelle du volontariat chrétien auprès des pouvoirs publics et participation à l'expertise ecclésiale sur les questions de volontariat et de solidarité internationale ;
- Soutien, accompagnement et gestions des volontaires de réciprocité (logistique, humaine, spirituelle et administrative).

- Promotion du volontariat de solidarité internationale et de l'engagement au service des autres, notamment par des actions de sensibilisation et d'animation en France.

2. Missions réalisées à l'étranger

- Soutien, accompagnement et gestion des volontaires en mission, dans toutes les dimensions (logistique, humaine, spirituelle, administrative) ;
- Maintien et développement des partenariats, par un lien continu avec les structures d'accueil locales dans l'exercice de leurs activités.

Ces définitions constituent le cadre de référence pour la répartition des charges par destination dans le Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD), conformément aux principes de la comptabilité analytique mise en œuvre par l'association.

Frais de recherche de fonds

Les frais liés à l'appel à la générosité du public comprennent l'ensemble des coûts engagés pour la collecte, le traitement et la gestion des dons et libéralités. Ils intègrent notamment les frais liés aux campagnes de communication, aux envois postaux ou numériques, au traitement administratif des dons, ainsi qu'à la relation donateurs.

Les frais de recherche d'autres ressources correspondent aux charges afférentes à la sollicitation des bailleurs de fonds institutionnels, qu'ils soient publics ou privés. Ils incluent les coûts relatifs à la rédaction et au suivi des dossiers de subvention, aux relations avec les partenaires financiers, ainsi qu'à la participation à des appels à projets.

Affectation des ressources aux emplois

Les ressources financières de la DCC sont regroupées selon les grandes catégories suivantes :

- Concours publics, comprenant les agréments pour le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) et le Service Civique, ainsi que les subventions versées par les collectivités territoriales ;
- Soutien des institutions ecclésiales, correspondant aux concours financiers apportés par les diocèses, la Conférence des Évêques de France (CEF) et d'autres organismes d'Église en tant que plateforme au service du volontariat chrétien ;
- Ressources issues de la générosité du public, incluant les dons, legs, et appels à la solidarité ;
- Autres produits, tels que les inscriptions aux sessions de formation, les participations aux frais du volontariat et les produits financiers.

Règles d'affectation

L'affectation des ressources aux emplois suit les principes suivants, définis en cohérence avec les dispositions du règlement ANC n° 2018-06 et validés par le Conseil d'administration en date du 19 avril 2022 :

1. Affectation en priorité des fonds dédiés reportés au 1er janvier.
Ces fonds sont affectés à l'emploi auquel le tiers financeur les a expressément destinés (missions sociales, frais de fonctionnement, etc.).
2. Détermination du reste à charge par rubrique d'emploi dans le Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD).
3. Affectation des ressources restantes selon les priorités suivantes :
 - Solde des missions sociales financé par la générosité du public ;
 - Solde des frais de fonctionnement financé par la générosité du public ;
 - Frais de recherche d'autres ressources affectés en priorité sur les fonds non affectés, puis sur la générosité du public ;
 - Frais d'appel à la générosité du public affectés sur les fonds non affectés, puis, à défaut, sur la générosité du public.

NB : Les fonds reportés sur legs correspondent à des legs notifiés mais non encore encaissés. Conformément aux règles comptables en vigueur, ils ne peuvent être affectés qu'au cours de l'exercice de leur encaissement effectif.

Les fonds dédiés concernent principalement des subventions allouées dans le cadre de programmes spécifiques, notamment par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du projet Gé'ODD. Il s'agit de fonds attribués mais non encore consommés à la clôture de l'exercice. Leur affectation est strictement suivie et justifiée.

Par ailleurs, en cohérence avec l'objet des associations diocésaines et les orientations du Secrétariat général de la CEF, les concours des institutions ecclésiales sont majoritairement affectés aux frais de fonctionnement, en raison du rôle de la DCC comme service d'Église.

Il convient de signaler que le montant des subventions figurant dans le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) diffère de celui présenté au compte de résultat. Cet écart s'explique exclusivement par la régularisation, comptabilisée en 2024, de la subvention FONJEP relative au rapatriement et à la responsabilité civile, au titre de l'exercice 2023.

Politique de provisions

La DCC constitue les provisions nécessaires au respect du principe comptable de prudence, afin de couvrir les charges futures probables à la clôture de l'exercice.

- Une provision pour risques liés aux missions en cours est constituée pour faire face aux engagements restant à couvrir concernant les volontaires déjà en mission au 31 décembre. Elle couvre notamment les frais de transport retour, de couverture sociale et d'accompagnement restant dus.
- Une provision pour indemnités de fin de carrière (IFC) est également constatée afin d'anticiper les droits des salariés au titre des départs à la retraite, conformément à la réglementation applicable.

Ces provisions font l'objet d'une révision annuelle en fonction de l'évolution des risques estimés et des données sociales et opérationnelles.

Politique de réserves

L'association s'est dotée d'une politique de constitution et de mobilisation des réserves visant à assurer la continuité de ses missions sociales et à sécuriser son fonctionnement dans un environnement parfois instable.

Les réserves suivantes sont affectées par décision du Conseil d'administration :

- Une **réserve pour rapatriements sécuritaires**, d'un montant de 44 603,70 €, destinée à couvrir les frais d'urgence liés au retour anticipé de volontaires en cas de dégradation du contexte sécuritaire dans les pays d'affectation. En 2023, elle a été mobilisée pour financer le retour des volontaires en Terre Sainte, à la suite de la fermeture temporaire des missions dans cette zone. Cette utilisation illustre pleinement le rôle stratégique de cette réserve dans la gestion des risques liés aux missions internationales.
- Une **réserve d'appui aux partenaires**, d'un montant de 214 045,64 € à fin 2024, vise à soutenir les partenaires de la DCC confrontés à des crises économiques ponctuelles, afin de leur permettre de maintenir l'accueil de volontaires. L'utilisation de cette réserve est encadrée afin de veiller à ce que le coût d'un volontaire ne soit pas inférieur à celui d'un salarié local, évitant ainsi tout effet de substitution. En 2023, un montant de 89 636 € a été mobilisé à ce titre, expliquant la baisse de cette réserve. Et en 2024, nous présenterons une demande de mobilisation de 63 146,68€ au moment de l'affectation du résultat.
- Une **réserve pour projet associatif et vie associative**, d'un montant de 251 780,17 € à fin 2024, a vocation à financer les initiatives structurantes de l'association. Elle a notamment permis de soutenir la production de contenus (ex. : Nos mondes à écouter), le développement de l'intranet, ainsi que le financement partiel du poste de chargé(e) du VIR et du projet TOBIE.

Par ailleurs, en cas de produit exceptionnel générant un excédent, le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale l'affectation d'une partie du résultat à une réserve dédiée à la mise en œuvre du projet associatif ou à l'exécution du plan d'action stratégique.

À la clôture de l'exercice 2024, les fonds propres s'élèvent à 1,588 M€, représentant l'équivalent de 5,3 mois de fonctionnement, sur la base d'une activité normale. Cette situation traduit une structure financière globalement saine, bien que soumise à l'érosion progressive liée à plusieurs exercices déficitaires successifs.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Total des 3 plus hauts salaires 2024

Montant Brut SS (DSN) : 186 389€ soit +3,44%

Effectif au 31/12/2024

20 salariés – 17 cadres
3 non cadres
9 hommes et 11 femmes

14 arrivées en 2024	10 départs en 2024
<ul style="list-style-type: none">• Le 8/01/2024 1 CDI• Le 9/01/2024 1 CDI• Le 9/01/2024 1 CDD• Le 22/01/2024 1 CDI• Le 14/04/2024 1 CDD Stage Partir• Le 17/06/2024 1 CDI• Le 15/07/2024 2 CDD Stage Partir• Le 5/09/2024 1 CDI• Le 9/09/2024 1 CDD Alternant• Le 24/09/2024 1 CDD Alternant• Le 23/10/2024 1 CDD Stage Partir• Le 12/11/2024 1 CDI• Le 16/12/2024 1 CDD	<ul style="list-style-type: none">• Le 30/06/2024 1 CDD• Le 16/04/2024 1 CDD Stage Partir• Le 30/06/2024 1 CDI• Le 30/06/2024 1 CDI• Le 16/07/2024 2 CDD Stage Partir• Le 31/08/2024 1 CDD Alternant• Le 24/10/2024 1 CDD Stage Partir• Le 03/12/2024 1 CDI• Le 28/12/2024 1 CDI

Bénévoles

- 202 bénévoles actifs – 1969 jours de bénévolats représentant 9,08 ETP

Conseils d'Administration et Assemblée Générale tenus en 2024 :

1 Assemblée générale Ordinaire : les 25 et 26 mai 2024

4 Conseils d'administration :

- ✓ le 27 janvier 2024
- ✓ le 27 avril 2024
- ✓ le 8 juin 2024
- ✓ le 12 octobre 2024

Frais remboursés aux membres du CA

Remboursements de frais	3 525,50€
Abandons de frais	1 087,00€
<u>Total</u>	<u>4612,50€</u>

ETAT DES AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER

Etat du contributeur (1)	Date d'encaissement ou d'acquisition de l'avantage ou de la ressource (2)	Personnalité juridique du contributeur (3)	Nature de l'avantage ou de la ressource (4)	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource (5)	Mode de paiement (6)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (7)
Total - Italie						20,00 €
Total Royaume Uni						470,00 €
Total - Sénégal						1 500,00 €
Total - Tchad						1 587,43 €
Total - Suisse						56 075,00 €
Total - Allemagne						550,00 €
Total - Belgique						1 395,00 €
Total - Chine						80,00 €
Total - Maroc						240,00 €
Total - Pays Bas						240,00 €
Total - Pérou						566,50 €
Total -Togo						111,94 €
Total -Etats Unis						20,00 €
Total Canada						145,00 €
Total -Côte d'Ivoire						4 533,95 €
Total - Thaïlande						20 540,00 €
Total Général						88 074,82 €

ANNEXE A1 : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	MONTANT	MONTANT	dont générosité du public	MONTANT	dont générosité du public	MONTANT	dont générosité du public	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	700 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	700 000 €
Fonds propres avec droit de reprise	- €							- €
Ecart de réévaluation	- €							- €
Réserves statutaires ou contractuelles	- €							- €
Réserves réglementées	- €							- €
Autres réserves	615 515 €	- €	- €	- €	- €	105 085 €	- €	510 430 €
Réserve - Appui aux partenaires	152 682 €					89 636 €		63 046 €
Réserve - Billet avion retour	151 000 €							151 000 €
Réserve - Rapatriement sécuritaire	60 053 €					15 449 €		44 604 €
Réserve - Projet associatif	251 780 €							251 780 €
Report à nouveau	521 584 €	66 245 €	66 245 €	105 085 €	- €	- €		560 424 €
Report à nouveau - nouveau PCG	521 584 €	66 245 €	66 245 €	105 085 €				560 424 €
Report à nouveau - crébiteur	- €							- €
Report à nouveau - débiteur	- €							- €
Excédent ou déficit de l'exercice	-	66 245 €	66 245 €			182 432 €	11 227 €	182 432 €
Dotations consomptibles	- €							- €
Subventions d'investissement	- €							- €
Provisions réglementées	- €							- €
TOTAL	1 770 854,00	0,00	0,00	105 085,00	0,00	287 517,00	11 227,00	1 588 422,00



ANNEXE A.2 : IMMOBILISATIONS

A

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement	- €		- €
Avances et acomptes	194 765 €	- €	15 686 €
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Total I	194 765 €	- €	15 686 €
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers	159 832 €	- €	- €
Matériel de transport	7 900 €	- €	- €
Matériel de bureau et informatique, mobilier	103 098 €	- €	863 €
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total II	270 830 €	- €	863 €
Biens reçus par legs ou donation			
Bien reçus par legs ou donation destinés à être cédés	110 500 €		- €
Total III	110 500 €	- €	- €
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	15 000 €		2 438 €
Total IV	15 000 €	- €	2 438 €
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	591 095 €	- €	18 987 €

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement			- €	
Avances et acomptes			210 451 €	
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Total I		- €	210 451 €	
Immobilisations corporelles				
Terrains			- €	
Constructions sur sol propre			- €	
Constructions sur sol d'autrui			- €	
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			- €	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			- €	
Installations générales, agencements et aménagements divers		3 541 €	156 291 €	
Matériel de transport			7 900 €	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			103 961 €	
Emballages récupérables et divers			- €	
Immobilisations corporelles en cours			- €	
Avances et acomptes				
Total II	- €	3 541 €	268 152 €	- €
Biens reçus par legs ou donation				
Bien reçus par legs ou donation destinés à être cédés		- €	110 500 €	
Total III	- €	- €	110 500 €	- €
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		- €	17 438 €	
Total IV	- €	- €	17 438 €	- €
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	- €	3 541 €	606 540 €	- €

ANNEXE A.3 AMORTISSEMENTS

SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE						
Cadre A	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sortie / Reprises	Valeur en fin d'exercice	
	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement, de recherche et développement		17 340		175 997	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		17 340	0	175 997	
	Total I	158 657				
	Total II	158 657				
	Immobilisations corporelles					
	Terrains	0			0	
	Constructions sur sol propre	0			0	
	Constructions sur sol d'autrui	0			0	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0			0	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					
	Installations générales, agencements et aménagements divers	149 941	1 457		151 398	
	Matériel de transport	7 900			7 900	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	91 735	9 437	13 304	87 868	
	Emballages récupérables et divers	0			0	
	Immobilisations corporelles en cours	0			0	
	Avances et acomptes	0			0	
	Total III	249 576	10 894	13 304	247 166	
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	408 233,00	28 234,00	13 304,00	423 161	
AMORTISSEMENTS						
VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORT. DE L'EXERCICE						
Cadre B	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Cadre C Dotations	PROV. AMORT DEROGATOIRES Reprises
	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement, de recherche et développement					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	17 340 €				
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	Constructions sur sol d'autrui					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 457 €				
	Installations générales, agencements et aménagements divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 437 €				
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Total III	10 894 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	28 234 €	0 €	0 €	0 €	0 €
CADRE D	MOUVEMENTS DES CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sortie / Reprises	Valeur en fin d'exercice	
Charges à répartir sur plusieurs exercices						
Primes de remboursement des obligations						

ANNEXE A.4 : PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Provisions réglementées				- €
				- €
Total I				
Provisions pour risques et charges				- €
Provision pour risques	- €			
Autres provisions pour risques et charges (*)	175 601 €	70 776 €	96 437 €	149 940 €
Total II	175 601 €	70 776 €	96 437 €	149 940 €
Provisions pour dépréciations				
Sur comptes client	- €			- €
Autres provisions pour dépréciations	- €			- €
Total III	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL (I+II+III)	175 601 €	70 776 €	96 437 €	149 940 €
(*) Y compris les indemnités de fin de carrière				

9

ANNEXE A5 – TABLEAU DES FONDS DEDIES ET REPORTE

VARIATION DES FONDS DEDIES	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant	dt remboursements		Montant	dt fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
I - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	-118 939 €		0 €			-118 939 €	
- Subventions programmes	-5 110 €		0 €			-5 110 €	
- Subvention AFD	-113 829 €		0 €			-113 829 €	
II - CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES							
III - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
- Dons manuels	0 €		0 €			0 €	
- Legs et donations							
Total	-118 939 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-118 939 €	0 €
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS REPORTEES LIES AU LEGS ET DONATIONS							
VARIATION DES FONDS REPORTEES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Impact chgt de méthode	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice		
I - DONATIONS	0 €				0 €		
II - LEGS	110 500 €	0 €	0 €	0 €	110 500 €		
Total	110 500 €	0 €	0 €	0 €	110 500 €		

ANNEXE A 6 ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
ETAT DES CREANCES				
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		17 438 €	- €	17 438 €
De l'actif circulant				
Avances et acomptes versés sur commandes		32 288 €	32 288 €	
Clients douteux ou litigieux		1 566 €	1 566 €	
Créances clients		48 236 €	48 236 €	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		6 384 €	6 384 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat subventions à recevoir		315 248 €	315 248 €	
Autres impôts, taxes et versements assimilés		- €	- €	
Divers produits à recevoir		167 963 €	167 963 €	
Créances reçues par legs ou donations		- €	- €	
Débiteurs divers			- €	
Charges constatées d'avance		19 085 €	19 085 €	
		608 208 €	590 770 €	17 438 €
			</	

ANNEXE A7 DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER

		31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés			
41000000	CLIENTS HORS France	15 786 €	13 777 €
41100000	CLIENTS France	32 450 €	166 204 €
41600000	CREANCES DOUTEUSES	1 566 €	2 099 €
41810000	FACTURES A EMETTRE		
	Total	49 802 €	182 080 €
Autres créances			
40980000	AVOIRS A RECEVOIR	- €	- €
42530000	AVANCES SUR NOTE DE FRAIS	- €	- €
42890000	CHEQUES RESTAURANT	6 384 €	6 375 €
44170000	ETAT - SUBVENTION A RECEVOIR	315 248 €	192 200 €
44400000	ETAT IMPOTS S/ BENEFICES		
46870000	PRODUITS DIVERS A RECEVOIR	181 974 €	193 212 €
47100000	COMPTE D'ATTENTE DIVERS		
47130000	REJETS A REGULARISER		
	Total	503 606 €	391 787 €
Créances reçues par legs ou donation			
46100000	CREANCES RECUES PAR LEGS OU DONATION	- €	- €
	Total	- €	- €
TOTAL GENERAL		553 408 €	573 867 €
		31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
40010000	FOURNISSEURS VOYAGES	819 €	
40100000	FOURNISSEURS BIENS & SERVICES	111 871 €	44 033 €
40400000	FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS		
40810000	FOURN. FACTURES NON PARVENUES	15 605 €	33 112 €
46820000	FRAIS DES VOLONTAIRES	747,02 €	
47120000	INDEMNITES VOLONTAIRES A REVERSER	5 300 €	
	Total	134 342 €	77 145 €
Dettes sur legs et donations			
46600000	DETTE DES LEGS OU DONATIONS	- €	- €
	Total	- €	- €
Dettes fiscales et sociales			
42100000	REMUNERATIONS DUES	10 €	
42820000	DETTE PROV. / CONGES PAYES	82 143 €	61 475 €
42860000	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	19 891 €	16 657 €
42869000	NOTES DE FRAIS A PAYER	267 €	
43100000	URSSAF	30 439 €	27 556 €
43720000	REUNICA AG2R	6 304 €	6 158 €
43760000	PREVADIES/GAN/PREVOYANCE	3 723 €	3 220 €
43770000	PREVADIES/MUTUELLE	14 571 €	10 988 €
43780000	CPAM - IJSS	49 €	
43820000	PROVISION CS/ CONGES A PAYER	37 413 €	28 135 €
43860000	ORG SOC PROV CS S/ JR	9 150 €	7 630 €
44210000	ETAT - PRELEVEMENT A LA SOURCE	3 677 €	3 525 €
44370000	ETAT/ SUBVENTION A RESTITUER	- €	
44400000	ETAT IMPOTS S/ BENEFICES	4 919 €	2 488 €
44710000	TAXE S/ SALAIRES	4 191 €	3 957 €
44720000	TAXE S/ FORMATION PROFESSIONNELLE	689 €	661 €
	Total	217 437 €	172 450 €
Autres dettes			
41980000	AVOIRS A EMETTRE	19 398 €	697 €
46810000	FRAIS DES BENEVOLES	3 305 €	2 448 €
46860000	DIVERSES CHARGES A PAYER	3 998 €	48 €
47510000	LEGS EN COURS - CHGT METHODE		
	Total	26 701 €	3 193 €
TOTAL GENERAL		378 480 €	246 496 €

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE			
		31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance			
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	376 246 €	54 046 €
Total		376 246 €	54 046 €
Charges constatées d'avance			
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	19 085 €	16 356 €
Total		19 085 €	16 356 €
DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS			
		31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels			
77100000	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
77180000	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		
77200000	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	10 315 €	9 373 €
77520000	PRODUITS DE CESSIONS IMMO. CORP.		
77880000	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		
Total		10 315 €	9 373 €
Charges exceptionnelles			
67180000	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		
67200000	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	67 548 €	3 899 €
67520000	VALEUR NETTE CESSIONS IMMO. CORP.		
67880000	CHARGES EXCEPTIONNELLES	589 €	223 €
67881000	FRAIS RAPAT. SECURITAIRE	581 €	
67882000	FRAIS RAPAT. SANITAIRE		
Total		68 718 €	4 122 €

ANNEXE A9 TABLEAU DE SUIVI DES LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

	Débit	Crédit	Solde
Produit au compte de résultat			
I - Montants perçus au titre d'assurances-vie			- €
II - Montants perçus au titre de legs ou donations :			- €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	- €		- €
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	- €		- €
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	- €		- €
Créances reçues par legs ou donations	- €		- €
			- €
Charges au compte de résultat			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	- €		- €
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	- €		- €
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	- €		- €
	- €	- €	- €

ANNEXE A10 - DETAIL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 6 PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES

Répartition par nature de charges				31/12/2024 Débit	01/01/2023 Débit
860	Secours en nature (alimentaires, vestimentaires...)				
861	Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériels...)				
862	Prestations				
864	Personnel bénévole			594 263 €	689 284 €
Total				594 263 €	689 284 €

Répartition par nature des ressources				31/12/2024 Crédit	01/01/2023 Crédit
870	Bénévolat			594 263 €	689 284 €
871	Prestations en nature				
875	Dons en nature				
Total				594 263 €	689 284 €

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES

SICAV MONETAIRES		Banque	Valeur comptable	Inventaire
TITRES		BNP	- €	- €
CONTRATS DE CAPITALISATION		BNP/Cardif	1 068 317 €	1 068 317 €
Total			1 068 317 €	1 068 317 €

ANNEXE A11 -- TABLEAU DE SUIVI DE L'UTILISATION DES RESERVES SUITE AUX RESOLUTIONS EN AG

Réserves	Montant au 31/12/2023	Dépenses 2023	Montant après affectation du résultat 2023 (voté en AG)	Dépenses financées sur les réserves 2024	Montant prévisionnel après affectation du résultat 2024	Dépenses financées sur les réserves	Montant prévisionnel après affectation du résultat 2025
Réserves - Projet associatif	251 780 €	0 €	251 780 €	0 €	251 780 €		251 780 €
NMAE (Pragma, Syn'occo, Croly, brochure)							
Tobie							
Salaire Projet VIR				0 €			
Réserves - Appui aux partenaires	303 682 €	89 636 €	214 046 €	95 000 €	150 899 €	88 200 €	62 699 €
Aide partenaires IDS		56 614 €		60 000 €		40 000 €	
Aide partenaires Voyages		33 022 €		35 000 €		35 000 €	
Aide partenaires Liban						13 200 €	
Réserves - Rapat. Sécuritaire	60 053 €	15 449 €	44 604 €		44 604 €		44 604 €
Total	615 515 €	105 085 €	510 430 €	95 000 €	447 283 €	88 200 €	359 083 €
RAPPEL							
Utilisation des réserves: Pour soutenir les partenaires les plus précaires, il a été décidé d'utiliser les réserves faites suite à des excédents antérieurs pour ce type de dépense. Nous supportons donc sur notre exploitation (dépenses courantes) ces charges, même si cela génère un déficit en fin d'exercice. Ce déficit annoncé sera financé alors par les réserves. Quand nous affecterons le résultat, nous diminuerons les réserves et créditerons du même montant le report à nouveau.							

